



Communiqué unitaire CGT - FO - FSU - SOLIDAIRES et UNEF 94 :

Salariés, Retraités, Jeunes tous dans la rue le 10 septembre !

Les Unions Départementales CGT, FO, FSU, Solidaires et l'UNEF du Val-de-Marne se sont rencontrées le lundi 26 août dernier afin d'échanger sur les orientations et perspectives gouvernementales de réforme des retraites.

Après le Rapport MOREAU et la conférence sociale de juillet, les 4 Organisations Syndicales de Salariés comme le Syndicat Etudiant rejettent clairement tout allongement de la durée de cotisation comme toute augmentation des cotisations sociales ou de la fiscalité sociale telle la CSG par les salarié(e)s.

Les cinq syndicats réfutent toute perspective de régression sociale comme cette opposition entretenue entre public et privé avec l'alignement de la fonction publique sur le privé alors que leur taux de remplacement déterminant leur retraite ou pension sont pratiquement proches et convergents, respectivement 74.5 % pour le privé et 75.2 % pour le public.

Après 1993, 1995, 2003, 2007, 2010 et maintenant 2013, enfermé par les engagements pris par la France dans le cadre du Pacte Budgétaire Européen, le gouvernement AYRAULT avance une énième « réforme » des retraites dans une seule logique de réduction et maîtrise des dépenses publiques et sociales.

En 2010, c'était repousser l'âge de la retraite à 62 ans, en 2013 on évoque maintenant l'allongement de cotisations pour avoir une retraite à taux plein. Ce même gouvernement évoque également l'augmentation des cotisations sociales des salarié(e)s.

Il a la mémoire bien courte, car il faut se souvenir des fortes manifestations de 2003 comme en 2010, où l'opposition d'alors aujourd'hui majoritaire, saluait les manifestants contre l'allongement de la durée d'activités Fillon/Sarkozy; ne dit-on, pas que le pouvoir et la politique rendent parfois aveugle et amnésique !

Ce sont des pistes inacceptables au regard des profits des entreprises et des milliards d'exonérations sociales offertes au patronat alors que nos conditions de vie et de travail se détériorent fortement sous la pression et la rigueur économique.

Les retraites doivent demeurer sur un **système solidaire par répartition** repoussant tout système notionnel ou à la carte y compris par le biais de la **pénibilité**. Les salariés tels ceux exposés au travail de nuit, au froid, aux charges lourdes, aux gestes répétitifs tels à RUNGIS MIN, dans les Hôpitaux, sur les chantiers du Bâtiment, dans les usines au travail à la chaîne, aux intempéries, etc.. ne sauraient se tuer au travail et payer la double peine avec une "retraite des morts". On ne peut se laisser duper et enfumer par la reconnaissance de la pénibilité ou la sauvegarde des retraites en travaillant plus !

Dans le même temps après la désindexation des retraites sur les salaires comme la taxe supplémentaire de 0.3% au 1er avril 2013, le **niveau de vie des retraités ne cesse de baisser** ; 10% des retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté à 946 euros/mois, une pension est en moyenne de 1.256 euros/mois, la moitié des nouveaux pensionnés perçoivent le minimum contributif à moins de 1.028 euros/mois. Beaucoup de retraités sont contraints d'exercer à côté de leur retraite, des petits boulots ou jobs afin de s'en sortir à mieux vivre et à se loger décemment.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà bien trop longue, envisagée à 43 annuités, fixe des conditions inaccessibles aux plus **jeunes** dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Les jeunes rentrant de plus en plus tard dans la vie active, la validation des années de formation, la prise en compte des périodes d'apprentissage, de stages ou d'inactivités forcées doivent être retenues dans la retraite.

Les Organisations Syndicales **CGT – FO – FSU -SOLIDAIRES** et **UNEF du VAL DE MARNE** invitent l'ensemble des salariés, retraités et jeunes à participer à la **journée nationale d'action interprofessionnelle du 10 septembre** avec grèves et manifestation régionale à 14h de la place de la REPUBLIQUE à NATION, pour ne pas laisser le Medef dicter ses lois.

Dans les entreprises et services, elles appellent leurs adhérent(e)s et les salariés à se mobiliser, à relayer cet appel, à se rassembler dans l'unité d'action afin de peser contre les orientations gouvernementales contraire à un régime de retraite solidaire par répartition qui nécessite une meilleure redistribution des richesses et imposer d'autres choix au Gouvernement.

Contre la récession et la croissance en berne ces derniers mois, c'est bien l'augmentation des salaires et des pensions, l'arrêt des suppressions d'emploi dans la Fonction Publique comme l'arrêt des licenciements dans le privé, qui entraîneront automatiquement une hausse du montant des cotisations et donc de nouvelles ressources financières pour la Sécurité Sociale et nos retraites.

C'est aussi la même hausse des salaires et pensions qui est nécessaire pour relancer la consommation et donc la croissance économique.

Créteil le 2 septembre 2013